

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES INTERVENTIONS
PUBLIQUES

Bureau de l'Environnement et
des Espaces Naturels

A R R E T E P R E F E C T O R A L

prescrivant à la Société ACO l'implantation
d'un piézomètre de contrôle en aval de son
établissement situé 92, rue de la Plaine des Bouchers
à STRASBOURG

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du
21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la
protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature
des installations classées ;
- VU le rapport et les propositions de l'Inspecteur des Installations
Classées en date du 25 avril 1991 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de
sa séance du 4 juin 1991 ;
- APRES communication à la Société ACO du projet d'arrêté ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1er :

Les dispositions prévues dans les arrêtés antérieurs sont renforcées
par les dispositions suivantes.

.../...

Article 2 :

La Société Aco dispose d'un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour entreprendre la réalisation d'un piézomètre de contrôle d'une profondeur de 10m environ et d'un diamètre minimal de 120 mm implanté en aval hydraulique des cuves de stockage des produits usés comme repéré dans l'étude hydrogéologique référencé "R 31207" transmise à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Article 3 :

Des prélèvements trimestriels seront effectués par un laboratoire agréé qui entreprendra les analyses suivantes :

- Analyses physico-chimiques du type C3 telles que définies en annexe II du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;
- Hydrocarbures dissous, organohalogénés volatils, chrome et nickel;

Les résultats de ces analyses seront communiqués dès réception à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ainsi qu'au service chargé de la Police des eaux.

Article 4 :

Les frais engendrés par l'application du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

Article 5 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 6 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Le Maire de la Ville de STRASBOURG
Les Inspecteurs des Installations Classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Strasbourg, le - 2 AOUT 1991

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement).
La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.



POUR AMPLIATION
P. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
Le Chef de bureau


Corinne DACHLER,

LE PREFET
P. Le Préfet,
P. Le Secrétaire Général absent,
Le Sous-Préfet chargé de son intérim


Bruno DELSOL